Denis LACORNE, Justin VAÏSSE, Jean-Paul WILLAIME,
dirs, *La Diplomatie au défi des religions. Tensions,
guerres, médiations*

Paris, O. Jacob, 2014, 368 pages

Gérald Arboit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10198>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10198

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 319-321

ISBN : 9782814302716

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gérald Arboit, « Denis LACORNE, Justin VAÏSSE, Jean-Paul WILLAIME, dirs, *La Diplomatie au défi des religions. Tensions, guerres, médiations* », *Questions de communication* [En ligne], 28 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10198> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10198>

une « deuxième guerre froide » ou le « retour à la confrontation » (par exemple, Bernd Stöver, *Der Kalte Krieg*, Munich, C. H. Beck, 2003). En posant ce choix, Stanislas Jeannesson est cohérent en ce que tout l'ouvrage met l'accent sur le surmenage dans lequel vivait alors l'URSS qui – alors qu'il n'était pas nécessairement identifié comme tel par beaucoup d'observateurs occidentaux – mènera à la décomposition du « bloc » de l'Est. En revanche, la décision de ne pas aborder du tout dans ce chapitre l'effondrement final de l'URSS en 1991 est peu compréhensible.

Le dernier chapitre, « Le système de la Guerre froide » est particulièrement réussi. Deux éléments y sont traités : la Guerre froide comme guerre mobilisatrice et la question nucléaire. Stanislas Jeannesson analyse ici (davantage que dans les chapitres précédents) la mobilisation culturelle – la guerre imaginaire – dans les deux « camps ». Sans l'énoncer explicitement, il montre que ce conflit, même s'il avait pris une nouvelle forme, était bel et bien une sorte de guerre totale. Au cœur de celle-ci, se trouve la question nucléaire et, en corollaire, de la dissuasion que l'auteur analyse avec beaucoup de finesse et de lucidité en quelques pages (pp. 110-114).

Après la lecture de cet ouvrage utile et même inspirant, tout triomphalisme historiographique (le *We now know* d'un John L. Gaddis, Oxford, Oxford University Press, 1997) s'interdit de lui-même, tant des questions sur l'héritage stratégique et mémoriel de cette époque – qui semble à la fois si proche et si lointaine – restent ouvertes. De même, le chapitre sur le « système de Guerre froide » ne laisse rien de la nostalgie de ceux qui croient aujourd'hui que la Guerre froide était une période de stabilité et de clarté du système politique international. Même si l'on peut penser avec Stanislas Jeannesson que le risque d'une confrontation nucléaire apparaît plus important depuis la fin du système bipolaire.

Christoph Brüll

Université de Liège, BE-4000
Christoph.Brüll@ulg.ac.be

Denis LACORNE, Justin VAISSE, Jean-Paul WILLAIME, dirs,
La Diplomatie au défi des religions. Tensions, guerres, médiations
Paris, O. Jacob, 2014, 368 pages

Résultat d'un colloque international organisé les 5 et 6 novembre 2013 par le Centre de recherches internationales (Centre national de la recherche scientifique, Sciences Po), l'Institut européen en sciences des religions et le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires

étrangères, cet ouvrage collectif est consacré au rôle du « fait religieux » dans la vie internationale contemporaine. S'ouvrant par deux avant-propos de Laurent Fabius (pp. 13-21), ministre des Affaires étrangères et du développement international, et Régis Debray (pp. 23-33), il se divise en cinq parties inégales : « Religion, histoire et conflits » (pp. 41-93), « Comprendre les conflits contemporains » (pp. 97-164), « Laïcités comparées » (pp. 167-236), « Droit international et liberté religieuse » (pp. 239-282) et « Points de vue d'acteurs » (pp. 285-335) ; cette dernière section livre l'une des dernières communications de Christophe de Margerie (pp. 323-327), patron du groupe pétrolier Total disparu le 20 octobre 2014. Dans son intervention, Laurent Fabius se replace dans une juste lecture westphalienne des relations internationales, évoquant les trois défis que pose le retour du « fait religieux [...] à la vie internationale » (p. 14) : « l'instrumentalisation de la religion au service de luttes politiques [qui] se nourrit d'une lecture fondamentaliste de la religion qui tend [...] à opposer religion et culture » (pp. 15-16) ; « le choc du religieux et du politique [qui] concerne le sort des minorités » (p. 17) ; « la promotion de la religion officielle » par différents États « pour resserrer les liens avec leurs diasporas » (p. 18), cela jusqu'« aux Nations unies, dans le cadre du Conseil des droits de l'homme » (p. 19). Empruntant l'expression à Danielle Hervieu-Léger [Grace Davie, Danièle Hervieu-Léger, eds, *Identités religieuses en Europe*, Paris, Éd. La Découverte, 1996], Régis Debray, lui, traite d'un « ébranlement du fonds civilisationnel religieux ». Par là, il entend un différentiel de croyance entre le vieil Occident et les autres contrées de Dieu. Et de souligner que « la production de localismes avec leur recherche de signes discriminants ne nie pas la globalisation, elle est produite par elle » (p. 28). Le sociologue Theodor Hanf (pp. 77-93) les regroupe sous le concept de marqueurs culturels (langue, ethnie, parenté, religion). Ils produisent soit une « autoperception d'un groupe » et une ethnisation du groupe religieux » (p. 81), soit une « conjonction inédite de divers univers religieux » (p. 304). On touche là au dilemme des sociétés multiculturelles, dont le Conseil de l'Europe a créé le soubassement par la jurisprudence de sa Cour européenne des droits de l'homme (CEDH – Léon-Louis Christian, pp. 257-282). En d'autres mots, « la temporalité courte des vies individuelles » (p. 282) respectée par la Cour correspond dans nos « sociétés plurielles » à des types d'incorporations, « égalitaire » et « inégalitaire », dont les « changements radicaux [...] résult[e]nt soit de l'innovation économique, soit de transformations considérables au sein du système de gouvernement » (p. 83). Aussi la crise mal digérée

depuis 2008 et la désidéologisation consécutive à la fin de la Guerre froide ont-elles conduit à surévaluer la religion « pour expliquer les attitudes démocratiques ou non démocratiques. Le facteur le plus important reste, de loin, l'éducation » (p. 92). C'est aussi le facteur le plus négligé dans nos sociétés contemporaines à la fois en Occident et ailleurs. Olivier Roy (pp. 101-107) note que, dans le monde arabe, « le problème vient [...] moins de l'islam en tant que simple religion [que de] la prégnance culturelle de l'islam dans la société et l'idéologie politique (islamisme) des partis susceptibles de profiter d'une ouverture démocratique » (p. 101). La solution n'est donc pas à chercher dans une libéralisation théologique allant jusqu'à la sécularisation, mais bien dans une « homothétie entre le champ religieux et le champ politique, c'est-à-dire si les deux sont diversifiés, acceptent le pluralisme et consacrent le principe du libre choix individuel » (p. 107). Olivier Roy ne dit pas autre chose que le politologue Jonathan Laurence (pp. 149-169) qui affirme qu'il convient de « prêcher la réforme de l'islam d'État, non son désétablissement » (p. 164). De toute façon, comme le montre Christophe Jaffrelot (pp. 129-147), « des partis politiques jouant le jeu démocratique peuvent ne pas s'affranchir des mouvements radicaux qui leur ont donné naissance » (p. 146).

Ces propos semblent donc contredire les tenants de la laïcité, qui voient dans la montée d'un certain communautarisme « éthnonational » une menace à l'idée même de démocratie. Encore faudrait-il s'entendre sur la notion de laïcité ! La politologue Cécile Laborde (pp. 171-183) fait œuvre utile en distinguant « trois dimensions de la laïcité politique » (p. 171) : juridiction, impliquant une « séparation [...] entre le domaine spirituel et le domaine séculier » (p. 172) ; justification, se manifestant par « une forme de neutralité constitutionnelle et politique » (p. 172) ; présentation, qui n'est autre que « la fonction "expressive" du droit et du politique » (p. 173). De fait, les différentes conceptions sécularistes ne sont qu'un délicat équilibre entre ces trois dimensions. Et de pointer les déviations en cours dans les sphères françaises et canadiennes qui cherchent à imposer « une laïcité de présentation ciblée sur les signes "ostentatoires" des minorités religieuses » au risque de « les exclure, de manière ouvertement discriminatoire, d'un nombre croissant d'emplois publics » (p. 174). Toutefois, faisant écho à Philippe Portier (pp. 185-203) qui remet pareillement en cause les modèles classiques de confessionnalité des pays de tradition protestante et de séparation stricte de ceux de tradition catholique en Europe, Cécile Laborde estime que « la sphère publique existante n'est ni neutre ni universelle mais est, en fait, porteuse d'une culture et

d'une religion particulière » (p. 177). Et de proposer d'en « revenir à des principes fondamentaux du vivre ensemble », c'est-à-dire à une « critique permanente des constructions existantes des sphères publiques » (p. 178). Cette résistance des identités est surtout le reflet d'un « pouvoir politique [...] en crise » (p. 201), d'une « tension entre [...] la séparation [entre État et appareils religieux] et le libre-exercice » de la liberté de conscience » (p. 207). On conçoit bien les résultats de cette tension au sein des sociétés occidentales. Mais, les mêmes dysfonctionnements se retrouvent sur le plan des relations internationales, puisque tous les États cherchent, depuis la fin de la Guerre froide, « à définir et à conceptualiser la place et l'importance du religieux dans la politique étrangère » (p. 233), ce qui est aussi l'objet du colloque dont le présent ouvrage formalise les actes. Tous, et pas uniquement les États-Unis que présente Peter Mandeville (pp. 221-236), font face aux mêmes « biais séculariste[s] au sein des institutions diplomatiques » et « contraintes constitutionnelles et [...] limites qu'elles imposent à la prise en compte de la religion en politique étrangère » (p. 233). Au point qu'Amandine Barb et Denis Lacome (pp. 205-219) s'interrogent sur la pertinence de l'« axe religieux » dans la gestion des relations internationales (p. 218). Un questionnement pertinent dans un climat de « polyphonie de la liberté religieuse et de la multiplicité des acteurs » (p. 251, États souverains, associations religieuses, profession juridique). D'autant que cette situation crée des conflits, liés autant aux requêtes individuelles au titre de la liberté de religion au sein d'un « dispositif multilatéral des droits de l'homme » (pp. 251-252), qu'aux « tentatives unilatérales de protéger la liberté religieuse » (p. 253). Chaque État se trouve dans la mesure de « promouvoir sa propre conception du droit à la liberté religieuse en stigmatisant moralement d'autres États, en subordonnant les échanges commerciaux à la réalisation de ce droit, et en recourant même à l'usage de la force » (p. 254). Tous les auteurs parlent bien de convergences sur le temps long, au point de voir s'affirmer en Occident une laïcité souple fondée sur les « principe[s] d'égalité » confessionnelle, de « positivité », c'est-à-dire de soutien public (symbolique et financier), et de « patrimonialité », c'est-à-dire d'un « droit aux différences [...] dans la mesure où elles [les différences] acceptent de s'intégrer dans le monde préconstitué qui les accueillent » (p. 203). S'il en est fini des espoirs de « citoyenneté multiculturelle » (p. 203), « si les politiques religieuses s'inscrivent bien dans ce temps long des convergences » (p. 282), les droits de l'homme, à travers la jurisprudence de la CEDH en la matière, continue à privilégier « la temporalité des vies individuelles » au « pluralisme démocratique » (p. 281).

Le colloque a aussi cherché à « découvrir d'autres approches, plus concrètes », afin de « mieux comprendre en particulier le fonctionnement des médiations » (p. 285). L'observatoire Pharos, consacré au pluralisme des cultures et des religions, la communauté Sant'Egidio, prolongeant l'action du Saint-Siège, furent l'objet de présentations par leurs directeurs respectifs, Pierre Morel (pp. 287-294) et Angela Riccardi (pp. 295-304). Mais Joseph Maila (pp. 305-321) estima qu'il n'était « pas sûr que la connaissance des religions, de leurs modes d'organisation ou de fonctionnement suffise à elle seule à donner au "médiateur religieux" des atouts qui manqueraient nécessairement au diplomate médiateur classique » (p. 307). Et de renvoyer au primat du politique. Un politique qui ne peut appréhender la religion, et encore moins le « fait religieux » autrement qu'à travers « la problématique des droits de l'homme », la « protection des communautés chrétiennes à travers le monde » et la « relation avec le monde arabo-musulman » (pp. 329-331). Pour une institution comme l'Union européenne, cela revient à prendre « la dimension religieuse » comme « un élément parmi d'autres et peut-être pas toujours le plus prédominant ni le plus influent » (p. 335). Conjonction du renforcement des localismes induit par la faillite des politiques et la crise économique, les fondamentalismes se nourrissent aussi du « divorce entre religion et culture » (p. 340). Le seul antidote possible semble être l'éducation. Ne la brocardons pas !

Gérald Arboit

Crehs, université d'Artois, F-62030
gerald.arboit@aliceadsl.fr

Jean PENEFF, Howard S. Becker. Sociologue et musicien dans l'école de Chicago

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2014, 154 pages

« Expliquer Becker à ceux qui ne le connaissent pas ; interpréter l'unité de sa démarche pour ceux qui l'ont lu de manière éparpillée – car tous ses livres ne sont pas traduits et quelques articles ou notes dispersés dans des revues – telles sont les raisons de présenter les idées du plus français des sociologues américains » écrit Jean Peneff (p. 7) dans le préambule du synthétique ouvrage qu'il consacre à Howard S. Becker. Professeur émérite et largement connu à travers son travail ethnographique, Jean Peneff aborde l'œuvre du sociologue américain sous trois principaux aspects que l'on retrouve tout au long de l'ouvrage : le rapport entre son travail sociologique et sa biographie (notamment le sociologue et musicien dans l'école de Chicago sur lequel insiste le sous-titre de l'ouvrage, mais pas seulement) ; l'œuvre du sociologue

à proprement parler (avec bien sûr une bibliographie complète, puisqu'il a beaucoup publié, qu'il continue à le faire, et que l'ensemble de son œuvre n'est pas traduit en français) ; enfin, les enseignements qu'on peut en tirer, sur le plan du travail d'enquête de terrain, mais aussi sur l'approche de la sociologie, la compréhension d'univers sociaux et le travail académique en général. Le nom et l'œuvre d'Howard S. Becker sont certes bien connus au-delà de la sociologie, mais Jean Peneff souligne la spécificité de leur réception en France en soulignant le fait que l'auteur « fut successivement connu comme [...] le sociologue de la déviance, [...], le sociologue des professions de l'art [...], le testeur d'idées, l'inventeur de forme » (pp. 21, 22) la retraite venue.

Si l'ouvrage de Jean Peneff témoigne de l'admiration qu'il lui porte, il n'est pas un portrait empesé et intimidant d'un grand sociologue (bien que sa biographie – pianiste la nuit, étudiant à l'université le jour, docteur à 23 ans rapidement reconnu par ses pairs, et auteur d'une œuvre imposante – ait dès le début de quoi impressionner). Le livre est plutôt, et c'est tout son intérêt, une invitation à suivre Howard S. Becker sur les pistes qu'il a ouvertes, fidèle en cela à l'ouverture d'esprit qu'il prône : « Il ne fait pas de la sociologie la "mère" des sciences, au-dessus de la mêlée [...], il combat le scientisme incarné particulièrement dans nos pratiques élastiques de la preuve. Il s'attaque aux symboles monumentaux et aux croyances naïves en mettant sur le même plan, les matériaux de recherches, les graphismes, photos, tableaux, statistiques, langages techniques, notes de terrain ou autres instruments. Ce faisant, il a changé nos thématiques traditionnelles et a modifié notre manière de regarder les arts, les sciences et les lettres » (p. 13). L'ouvrage n'est donc pas animé par le projet académique de chercher à unifier le travail du sociologue dans une théorie d'ensemble, ni de prétendre synthétiser ses principaux apports ; il est animé par la volonté de faire partager sous une forme non dogmatique ce qu'Howard S. Becker peut apporter (« dans chaque livre on trouve une grande idée et ses ramifications buissonnantes », p. 25) en insistant sur un rapport au monde, une logique d'invention, une créativité qui est l'essence même de son travail : « Cela concerne évidemment ceux qui veulent obtenir un diplôme de sociologie, mais aussi ceux qui veulent la pratiquer librement, qui veulent s'exercer à analyser la vie ordinaire, qui veulent se fournir en explications au-delà des ressources familières de compréhension du monde qui nous entoure » (p. 18). Une des forces d'Howard S. Becker est de remettre en cause les routines, les frontières académiques, les évidences et hiérarchies établies, non par principe mais pour se donner une chance d'avancer dans la compréhension